

Extrait du registre des délibérations du Conseil communal

Présents :

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
~~Christian Magéus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoua, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux*~~ ;
Jacques De Winne, *Secrétaire du Conseil*.

Excusé(s) :

Badia El Belghiti, Olivia P'uto, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Tania Dekens, *Conseillers communaux*.

SÉANCE PUBLIQUE DU 26.11.14

#Objet : Taxes communales – Règlement-taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, aux activités économiques portant atteintes à la santé publique – Modification pour 2015 à 2018 inclus.#

Taxes

LE CONSEIL,

Vu les articles 162 et 170, par. 4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu les articles 117 et 135, §2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Revu le règlement de la taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, aux activités économiques portant atteintes à la santé publique, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2013 pour les exercices 2014 à 2016 inclus ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant l'intérêt général à un bon environnement urbanistique et à la santé publique ;

Considérant que la présente taxe a notamment pour objet l'embellissement des façades et de l'espace public, y compris le versant avant des toits de biens immobiliers, visible de cet espace, sis sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant tout d'abord que l'autorité communale est en droit de recourir à la voie fiscale à l'effet d'inciter les divers opérateurs de communication d'ondes, de sons ou d'images à limiter le nombre de pylônes et de mâts qui nuisent à l'esthétique des façades ou des toits et à la santé publique ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est cependant pas exclu que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers ; que, selon le Conseil d'Etat, « aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiques que d'autres » (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques et constituent une nuisance visuelle notoire voire une atteinte à l'esthétique des paysages urbains, dans des périmètres relativement importants, d'une part et plus particulièrement à la santé publique de la population eu égard à leur nombre ou à leur concentration dans des zones parfois restreintes d'autre part ;

Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistique et environnementale ; que la multiplication des antennes relais constitue manifestement un trouble anormal de voisinage ;

Considérant que les communes et les propriétaires sont de plus en plus fréquemment sollicités, notamment par des sociétés qui souhaitent d'une part implanter des pylônes afin d'accueillir des antennes, de mâts ou des supports d'antennes destinés à la diffusion d'ondes, de sons ou d'images et d'autre part placer des câbles ou lignes aériennes destinés au même usage, portant atteinte à l'environnement et à la santé publique dans un périmètre relativement important ;

Considérant au surplus que les personnes physiques ou morales retirent des supports, antennes, câbles ou lignes aériennes des profits importants, soit comme opérateur soit comme propriétaire de l'immeuble ; que ces moyens financiers perçus proviennent d'une atteinte à l'intérêt général tel que défini ci-avant et qu'il est dès lors justifié que les Communes perçoivent une indemnité financière destinée à couvrir ses dépenses générales ;

Considérant de plus que l'importance des bénéfices générés par l'exploitation des réseaux de communication de sons, d'ondes ou d'images est, de notoriété publique ; que les taux raisonnables fixés par le présent règlement-taxe sont proportionnées aux profits générés par ces diverses activités (cf. CE 10 janvier 2007 publié dans JLMBi 2007/16, page 661) ; que la commune est en droit également de taxer les activités économiques sur son territoire surtout si celles-ci portent atteintes à la santé publique ;

Considérant que la section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis du 5 août 2009 a clairement indiqué que l'article 98 § 2, alinéa 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 doit être compris « comme interdisant uniquement les impositions- quelles qu'elles soient – ayant pour objet d'obtenir une contrepartie à l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de télécommunications », avec pour conséquences que des taxes portant sur l'exploitations ou la propriété de pylônes ou mâts porteurs d'antennes GSM « sont sans rapport avec l'article 98 § 2, de la loi du 21 mars 1991 »(cf. Revue de droit communal 2009/4 page 18) ; que le présent règlement-taxe n'a pour objet que de pallier les nuisances urbanistiques et environnementales subies par la commune ;

Considérant aussi que le règlement-taxe ne constitue pas une restriction au développement des réseaux de mobilophonie interdite par l'article 2.3 de la directive 2002/77/CE de la Commission du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de

communications électroniques ;

Considérant en effet, que l'article 2 de la directive 2002/77/CE précité reprend le régime organisé par l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés de télécommunication ;

Considérant que la Cour de justice des Communautés européennes a, dans son arrêt du 8 septembre 2005, dit pour droit que « des mesures d'ordre fiscal s'appliquant à des infrastructures de communications mobiles ne relèvent pas de l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 sauf si ces mesures favorisent, directement ou indirectement, les opérateurs disposant ou ayant disposé de droits spéciaux ou exclusifs au détriment des nouveaux opérateurs et affectent d'une façon appréciable la situation concurrentielle » ;

Considérant que dans son avis n°47.011/2/V du 5 août 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques visant à permettre la perception d'impôts au profit des communes sur les pylônes et supports pour antennes GSM (cf. Doc. Parl. Ch. Repr., 20087-2009, Doc 52-1867/04, page 6), la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que « puisque l'article 98, § 2 de la loi du 21 mars 1991 ne peut être interprété comme interdisant les règlements communaux visant à taxer les supports d'antennes GSM en tant que révélateurs d'une exploitation économique, il n'y a pas lieu de prévoir une disposition telle que l'article 2 en projet » (voir aussi les arrêts du CE du 10 janvier 2007 en cause SA BELGACOM MOBILE, n°s 166.441 et 166.442 ; CE 20 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.664 ; CE 21 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.702) ;

Considérant que le présent règlement-taxe respecte le principe d'égalité de traitement dans la mesure où il vise tout support, mât ou pylône de communication, de transmission ou d'émission d'ondes, d'images ou de sons sis sur les immeubles relevant du patrimoine privé des propriétaires, emphytéotes ou superficiaires ;

Considérant par ailleurs que la solidarité entre l'exploitant ou le propriétaire du mât ou du pylône d'une part et le propriétaire de l'immeuble d'autre part, se justifie dans la mesure où ces derniers perçoivent des sommes parfois très importantes pour accorder la simple autorisation d'installer ce mât ou pylône sur un immeuble ;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires de certaines installations visées par la présente taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que celle-ci ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée ;

Considérant au surplus, que la commune est tenue de respecter le principe de précaution ; que ce principe est particulièrement en cause dans le cas d'émission d'ondes pouvant entraîner des atteintes à la santé publique eu égard à la prolifération de ces antennes sur un territoire limité et plus particulièrement pour les habitants résidant sous ces antennes ;

Considérant à cet égard que le pouvoir régional a déjà pris des mesures afin de pallier aux nuisances et aux dangers de ces émetteurs d'ondes en réduisant leur capacité de nuisance ; qu'il est dès lors justifié que la commune prenne des mesures afin de réduire les nuisances visuelles, occasionnées par ces mâts ou pylônes porteurs d'antennes tant en matière urbanistique, environnementale et de santé publique ;

Considérant qu'il est parfaitement légitime pour les autorités communales ne tenir compte de l'inquiétude légitime des citoyens eu égard aux controverses existantes sur les effets nocifs des antennes-relais de GSM et des antennes WI-FI ; qu'à cet égard, il y a lieu d'observer que la ville de Paris a fixé, d'après la charte signée en 2003 avec les opérateurs la limite à 2 V/m en moyenne sur 24h et le comté de Salzbourg a fixé la limite à 0,6 V/m ;

Considérant que dans le même ordre d'idées, le tribunal de grande instance de Nanterre a, dans son jugement du 18 septembre 2008 (8^{ième} chambre n° RG O7/02173), condamné la firme BOUYGUES à démonter ses antennes relais pour risques de troubles sur la santé dans la mesure où cette société n'a pu démontrer l'absence de danger pour la santé publique ;

Considérant que la cour d'appel de Versailles considère, dans son arrêt du 4 février 2009 confirmant un jugement du tribunal de grande instance de Nanterre, que l'exposition à la simple éventualité d'un danger constitue un trouble de voisinage et il prend en considération le principe de précaution pour condamner l'opérateur à des dommages et intérêts ; de même, la cour d'appel de Bordeaux avait déjà estimé, dans son arrêt du 20 septembre 2005, que la pollution visuelle induite par les antennes relais constituait un trouble anormal de voisinage (cf. aussi le jugement du 16 février 2009 du tribunal de grande instance de Carpentras) ;

Considérant ensuite que le présent règlement-taxe poursuit également toutes atteintes aux façades avant des immeubles afin d'éviter toutes nuisances urbanistiques à celles-ci ; que dans cet esprit, le présent règlement vise également le placement d'appareillage de conditionnement d'air, de publicités obsolètes ou de boîtes de connexion, de communication ou de dérivation placées sur les façades avant des immeubles afin de protéger l'esthétique de ces dernières ; que certains de ces objets sont en outre prohibés par les réglementations urbanistiques ;

Considérant cependant que les paraboles sont exemptées de la présente taxe dans la mesure où celles-ci sont déjà sanctionnées par le Règlement régional d'urbanisme et par le Règlement général de police ;

Considérant toutefois que les supports d'antennes des services de police, de taxi et des services de sécurité agréés sont exemptés de la présente taxe eu égard à l'intérêt général poursuivi ;

Considérant que les boîtes ou caissons inhérents à un système d'alarme sont également exemptés de la taxe dans la mesure où ils contribuent de manière efficace à la sécurité publique et à l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège échevinal du 17 novembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices **2015 à 2018 inclus**, un règlement-taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, aux activités économiques portant atteintes à la santé publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement-taxe, il y a lieu d'entendre par :

- a) Façade avant : face extérieure d'un bâtiment où se trouve l'entrée principale de ce bâtiment et étant visible depuis l'espace public par une personne se trouvant, sur l'espace public, perpendiculairement au bâtiment ;
- b) Toit : versant avant de la surface supérieure d'un bâtiment et visible de l'espace public y compris les toits plats si l'objet de la taxe est visible de l'espace public ;
- c) Espace public : partie des biens immobiliers gérés par les pouvoirs publics en raison de leur affectation principale de fait ou de droit à une fonction de voie de communication et soumis au régime de la domanialité publique de la voirie ;
- d) Dispositif technique de conditionnement d'air : tout appareil, instrument, engin ou assemblage de pièces réunis pour contribuer au fonctionnement de tout système de climatisation ;
- e) Enseigne obsolète : toute surface destinée à servir de support à des inscriptions ou desseins, sans rapport avec les activités actuelles hébergées dans le bâtiment sur lequel elle est apposée ;
- f) Pylône et mat : tout matériel ou objet permettant de supporter, de fixer ou d'attacher par un quelconque moyen tout mode de transmission, de

communication, d'émission ou de réception de sons, d'ondes ou d'images ;

g) Redevable : titulaire du droit de propriété, du droit d'emphytéose, de superficie, possesseur (ou exploitant) de l'objet constituant l'assiette de la taxe (pylône, panneau publicitaire obsolète, etc.).

Article 3

1. Une taxe annuelle sur la propriété ou l'exploitation d'un pylône ou d'un mât supportant des antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe visible sur la façade ou sur le versant avant du toit tel que défini à l'article 1 du présent règlement ;

2. Une taxe annuelle sur les installations techniques externes de conditionnement d'air en façade avant d'un bâtiment ;

3. Une taxe annuelle sur les enseignes obsolètes fixées sur la façade avant d'un bâtiment.

Ne tombent pas sous l'application du présent règlement-taxe : les boîtes d'alarme, les paraboles, boîtes et fils d'alimentation placés par la Zone de Police Bruxelles-Ouest ou par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, les panneaux solaires placés selon la réglementation urbanistique en vigueur ainsi que les antennes des services de sécurité agréés, des services de transport en commun et de radio-transmission pour les services de taxis.

De même, les paraboles visées par le règlement régional d'urbanisme de la région de Bruxelles-capitale ainsi que les boîtiers des systèmes d'alarme ne sont pas soumis au présent règlement.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé à :

a) 1.000,00 EUR par pylône ou mât supportant 1 seule activité visée à l'article 1, h) ci-avant et nécessitant un permis d'environnement ;

b) 500,00 EUR par pylône ou mât supportant 1 seule activité visée à l'article 1, h) ci-avant et ne nécessitant pas de permis d'environnement ;

c) 3.000,00 EUR par pylône ou mât supportant différentes activités visées à l'article 1, h) ci-avant et nécessitant un permis d'environnement ;

d) 1.000,00 EUR par pylône ou mât supportant différentes activités visées à l'article 1, h) ci-avant et ne nécessitant pas de permis d'environnement ;

e) 150,00 EUR par installation technique externe de conditionnement d'air, avec un plafond de 500,00 EUR ;

f) 150,00 EUR par enseigne obsolète, avec un plafond de 500,00 EUR.

Article 5

La taxe sur la propriété d'un pylône ou d'un mât supportant des antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe est due solidairement par l'exploitant de ces biens et par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces biens sont placés.

La taxe sur la propriété des dispositifs techniques de conditionnement d'air et sur les enseignes obsolètes est due solidairement par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces dispositifs sont placés et par l'exploitant de ces dispositifs.

Article 6

La situation prise en compte afin de déterminer le redevable de la taxe est celle au 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de décès, la taxe est due solidairement par l'usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaire(s).

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de l'enlèvement du bien, visé à l'article 1^{er} du présent règlement, dans le courant de l'exercice.

Article 7

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 30 juin de l'exercice concerné. A défaut d'avoir reçu cette formule, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce au plus tard le 31 août de l'exercice d'imposition.

Article 8

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des éléments dont la Commune dispose.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées de 150,00 EUR. Le montant de cette majoration sera également enrôlé.

S'il y a eu fraude ou tentative de fraude ou en cas d'intention d'éluder la taxe, un accroissement de 20% sera en outre appliqué et enrôlé.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe, sans préjudice du droit pour le Receveur communal de prendre toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utile de mettre en œuvre en vue de préserver les droits de la Commune.

La réclamation de même que le recours en justice éventuel contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ne suspend pas le cours des intérêts.

Article 12

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 13

Ce règlement remplace à partir de l'exercice 2015 le règlement de la taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, aux activités économiques portant atteintes à la santé publique, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2013 pour les exercices 2014 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

PAR LE CONSEIL :

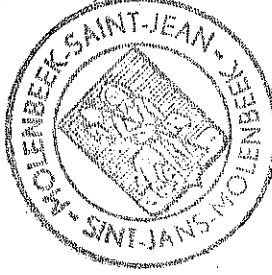
(s.) Le Secrétaire du Conseil,
Jacques De Winne

PAR ORDONNANCE :

~~Pour le Secrétaire communal,~~
Le Directeur délégué,

Carine Van Campenhout

POUR EXTRAIT CONFORME :
Molenbeek-Saint-Jean, le 03 décembre 2014,



(s.) Le Président du Conseil,
Michel Eylenbosch

Pour la Bourgmestre,
L'Échevin(e) délégué(e),

Abdelkarim Haouari

Uittreksel uit het register van de notulen van de Gemeenteraad

- Aanwezig :** Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
~~Christian Magéras, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Gemeenteraadsleden ; Jacques De Winne, Secretaris van de Raad.~~
- Verontschuldigd :** Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Tania Dekens, *Gemeenteraadsleden.*

OPENBARE ZITTING VAN 26.11.14

#Onderwerp : Gemeentebelastingen – Belastingsreglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen. #

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 162 en 170, par. 4 van de Grondwet, bij dewelke de fiscale autonomie van de gemeenten wordt bekrachtigd ;

Gelet op de artikelen 117 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Herzien op het reglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2013 voor de dienstjaren 2014 tot 2016 inbegrepen;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek deze belasting invoert met het oog op het zich verschaffen van de financiële middelen die vereist zijn voor het uitvoeren van de opdrachten;

Overwegende het algemeen belang inzake een gezonde stedenbouwkundige omgeving en de openbare gezondheid;

Overwegende dat deze belasting voornamelijk gericht is op de verfraaiing van de gevels en de openbare ruimte, waaronder het dakschild vooraan van de gebouwen, die vanaf deze ruimte zichtbaar zijn, en die gelegen zijn op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende, allereerst, dat de gemeentelijke overheid het recht heeft om fiscale middelen in te zetten, die ertoe leiden dat de diverse operatoren op het vlak van communicatie via geluidsgolven, klank of beelden ertoe worden aangezet het aantal pylonen en masten te beperken, die afdoen aan het esthetisch aspect van de gevels of de daken, en aan de openbare gezondheid;

Overwegende dat het evenwel niet uitgesloten is dat de gemeenten ook doelstellingen nastreven die gericht zijn op aanmoediging of ontrading, naast de financiële drijfveer, daar waar de doelstellingen die worden nagestreefd door de invoering van een belasting in eerste instantie van financiële aard zijn ; dat, volgens de Raad van State, « geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling een gemeente verbiedt om prioritair belastingen te heffen op activiteiten waarvan ze vindt dat ze meer te bekritisieren zijn dan andere, bij het invoeren van belastingen die ingevolge de toestand van haar financiën gerechtvaardigd zijn » (arrest nr. 18.368 van 30 juni 1977);

Overwegende, bovendien, dat de installaties beoogd bij de belasting bijzonder onesthetisch zijn en, binnen een eerder aanzienlijke perimeteer duidelijk leiden tot visuele hinder, en zelfs het esthetisch aspect van het stadslandschap aantasten enerzijds, en meer bepaald de openbare gezondheid van de bevolking nadelig beïnvloeden, gelet op hun aantal of hun concentratie in zones die soms beperkt zijn anderzijds;

Overwegende dat bij het onderhavig reglement wordt gestreefd naar een vermindering van de visuele hinder voor de openbare ruimte, en dat de Gemeente duidelijk bevoegdheden heeft op milieuvlak en op stedenbouwkundig vlak ; dat de toename van het aantal relaisantennes duidelijk leidt tot een abnormale verstoring in de buurt;

Overwegende dat steeds vaker een beroep wordt gedaan op gemeenten en eigenaars, met name door bedrijven die, enerzijds, pylonen willen plaatsen, om er antennes, masten of draagstructuren voor antennes in aan te brengen, die bestemd zijn voor de verspreiding van geluidsgolven, klank of beelden en, anderzijds, kabels of bovengrondse leidingen willen installeren, die bestemd zijn voor een gelijkaardig gebruik, waarbij het milieu en de volksgezondheid binnen een eerder aanzienlijke perimeteer nadelige gevolgen ondervinden;

Overwegende, daarenboven, dat de fysieke of rechtspersonen uit de draagstructuren, antennes, kabels of bovengrondse leidingen aanzienlijke winsten halen, hetzij als operator, hetzij als eigenaar van het gebouw ; dat deze geïnde financiële middelen voortvloeien uit een aantasting van het algemeen belang, zoals hiervoor bepaald, en dat het aldus gerechtvaardigd is dat de Gemeenten een financiële vergoeding innen, die bestemd is voor het dekken van de algemene uitgaven;

Overwegende, bovendien, dat de omvang van de winsten die voortgekomen zijn uit de uitbating van de netwerken voor communicatie van klank, geluidsgolven of beelden algemeen bekend is; dat de tarieven die redelijkerwijs met dit belastingreglement vastgesteld zijn, in verhouding zijn tot de winsten die met deze verschillende activiteiten gegenereerd worden (cf. EG 10 januari 2007, gepubliceerd in JLMBi (geïnformiseerd tijdschrift voor Jurisprudentie voor Luik, Bergen en Brussel) 2007/16, pagina 661);

Overwegende dat de gemeente ook het recht heeft om de economische activiteiten op haar grondgebied te belasten, vooral indien deze de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Overwegende dat de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies van 5 augustus 2009 duidelijk heeft aangegeven dat artikel 98 § 2, 1^e lid van de wet van 21 maart 1991 dient te worden begrepen “als het uitsluitend verbieden van belastingen – van welke aard ook – die ten doel hebben een tegenhanger te hebben **voor het privaat gebruik van het openbaar domein** door de operatoren voor telecommunicatie”, wat ertoe leidt dat belastingen die betrekking hebben op de uitbating of de eigendom van pylonen of masten waaruit GSM-antennes worden ondersteund « geen verband houden met artikel 98 § 2, van de wet van 21 maart 1991 »(cf. Tijdschrift voor gemeentelijk recht 2009/4, pagina 18); dat het

huidige belastingreglement enkel ten doel heeft de hinder te verhelpen op milieuvlak en stedenbouwkundig vlak die de gemeente ondervindt; Overwegende ook dat het belastingreglement geen beperking vormt voor de ontwikkeling van netwerken voor mobilofonie, die verboden zijn door artikel 2.3 van de richtlijn 2002/77/EG van de Commissie van 16 september 2002 betreffende de mededinging op de markten voor elektronische communicatienetwerken en -diensten;

Overwegende, immers, dat in artikel 2 van de voormelde richtlijn 2002/77/EG het systeem wordt vermeld dat wordt ingericht door artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatie; dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, in zijn arrest van 8 september 2005, voor recht zegt dat « maatregelen van fiscale aard die van toepassing zijn op infrastructuur voor mobiele communicatie niet vallen onder het toepassingsgebied van artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 ... tenzij die maatregelen rechtstreeks of onrechtstreeks operatoren die over bijzondere of uitsluitende rechten beschikken of hebben beschikt, bevoordelen ten nadele van nieuwe operatoren, en zij de mededingingssituatie merkbaar aantasten »;

Overwegende dat de afdeling wetgeving van de Raad van State, in haar advies nr. 47.011/2/V van 5 augustus 2009 over het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven waarmee men zich richt op de mogelijkheid van het innen van belastingen op pylons en draagstructuren voor GSM-antennes ten gunste van de gemeenten (cf. Parl. Doc. K. Volksv., 2008-2009, Doc 52-1867/04, pagina 6), heeft geoordeeld dat « aangezien artikel 98, § 2 van de wet van 21 maart 1991 niet mag worden geïnterpreteerd als een verbod op de gemeentelijke reglementen waarmee het belasten van draagstructuren voor GSM-antennes als aanwijzing van economische uitbating wordt beoogd, niet dient te worden voorzien in een bepaling zoals ontwerp-artikel 2 » (zie ook de desbetreffende arresten van de EG van 10 januari 2007 NV BELGACOM MOBILE, nummers 166.441 en 166.442; desbetreffende EG 20 januari 2009 NV MOBISTAR, nummer 189.664; desbetreffende EG 21 januari 2009 NV MOBISTAR, nr. 189.702);

Overwegende dat bij dit belastingreglement het principe van gelijkheid van behandeling wordt gerespecteerd, voor zover iedere draagstructuur, mast of pyloon voor communicatie, transmissie of emissie van geluidsgolven, beelden of klank wordt beoogd, die zich op de gebouwen bevindt, die vallen onder het privépatrimonium van de eigenaars, erfpachters of gebruikers van de oppervlakte;

Overwegende overigens dat de solidariteit tussen de uitbater of de eigenaar van de mast of de pyloon enerzijds, en de eigenaar van het gebouw anderzijds, wordt gerechtvaardigd in zoverre deze laatsten soms aanzienlijke bedragen ontvangen voor het verlenen van een eenvoudige toestemming om deze mast of pyloon op een gebouw aan te brengen;

Overwegende dat de sociale en administratieve zetels van de bedrijven van de eigenaars van sommige installaties zoals bedoeld bij deze belasting zich niet op het grondgebied van de gemeente bevinden, en dat deze laatste uit deze vestigingen dus geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse compensatie haalt, ondanks de nadelen waarmee ze wordt geconfronteerd;

Overwegende, daarenboven, dat de gemeente het principe van voorzorg dient in acht te nemen; dat dit principe speciaal in het geding is bij emissie van geluidsgolven die de volksgezondheid nadelig kunnen beïnvloeden, gelet op de sterke toename van deze antennes op een beperkt grondgebied, en meer bepaald voor de inwoners die onder deze antennes wonen;

Overwegende in dit verband dat de regionale overheid al maatregelen heeft genomen om komaf te maken met de hinder en de gevaren waarmee deze emissie van geluidsgolven gepaard gaat, door het verminderen van de stoorcapaciteit; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeente maatregelen neemt om de visuele hinder te beperken, die wordt veroorzaakt door deze masten of pylons ter ondersteuning van antennes, zowel op stedenbouwkundig vlak, op milieuvlak als op het vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het voor de gemeentelijke instanties volkomen legitiem is om rekening te houden met de gerechtvaardigde bezorgdheid van de burgers, gelet op de controverse rond de schadelijke effecten die uitgaan van de relaisantennes voor GSM en de WI-FI-antennes; dat in dit verband moet worden opgemerkt dat de stad Parijs, overeenkomstig het charter dat in 2003 samen met de operatoren werd ondertekend, de limiet heeft vastgesteld op een gemiddelde van 2 V/m over 24 uur, terwijl het graafschap Salzburg de limiet heeft vastgesteld op 0,6 V/m;

Overwegende dat in deze zelfde gedachtegang, de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre, in zijn vonnis van 18 september 2008 (8^e kamer nr. RG 07/02173), de firma BOUYGUES heeft veroordeeld tot het demonteren van haar relaisantennes wegens het risico van gezondheidsstoornissen, in zoverre dat dit bedrijf het ontbreken van gevaren voor de volksgezondheid niet heeft kunnen aantonen;

Overwegende dat het hof van beroep van Versailles, in zijn arrest van 4 februari 2009, waarbij een vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre wordt bekrachtigd, van oordeel is dat blootstelling aan mogelijk gevaar leidt tot verstoring van de buurt, en hierbij het principe van voorzorg in aanmerking neemt om de operator te veroordelen tot schadevergoeding; evenzo had het hof van beroep van Bordeaux in zijn arrest van 20 september 2005 al geoordeeld dat de visuele verontreiniging die met de relaisantennes optreedt, resulteerde in een abnormale verstoring van de buurt (cf. ook het vonnis van 16 februari 2009 van de rechtbank van eerste aanleg van Carpentras);

Overwegende, vervolgens, dat met dit belastingreglement ook alle schade aan voorgevels van gebouwen wordt vervolgd, om zodoende alle stedenbouwkundige hinder te voorkomen; dat, in dezelfde geest, met dit reglement ook het aanbrengen van aircotoestellen, verouderde publiciteit of kasten voor aansluiting, communicatie of aftakking worden beoogd, die op de voorgevels van de gebouwen worden aangebracht, om deze laatste op esthetisch vlak te beschermen; dat sommige van deze voorwerpen bovendien door de stedenbouwkundige reglementering verboden zijn;

Overwegende evenwel dat de parabolantennes vrijgesteld zijn van deze belasting, voor zover deze al goedgekeurd zijn op grond van het Regionaal Reglement van het urbanisme en het Algemeen politiereglement;

Overwegende evenwel dat de draagstructuren voor de antennes van de politiediensten, de taxidiensten en de erkende veiligheidsdiensten vrijgesteld zijn van deze belasting, gelet op het nagestreefd algemeen belang;

Overwegende dat de kasten of caissons die bij een alarmsysteem horen, eveneens vrijgesteld zijn van de belasting, voor zover ze op een efficiënte manier bijdragen tot de openbare veiligheid en het algemeen belang;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 17 november 2014;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren **2015 tot 2018 inbegrepen**, een jaarlijkse belasting geheven met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Artikel 2

Voor de toepassing van het onderhavig belastingreglement, dient te worden verstaan onder:

a) voorgevel : buitenzijde van een gebouw waar zich de hoofdingang van dit gebouw bevindt, die zichtbaar is vanaf de openbare ruimte voor een persoon die zich, verticaal ten opzichte van het gebouw, in de openbare ruimte bevindt;

b) dak : helling vooraan die deel uitmaakt van het buitenoppervlak van een gebouw, en zichtbaar is vanaf de openbare ruimte, met inbegrip van de

platte daken indien het voorwerp van de belasting zichtbaar is vanaf de openbare ruimte;

- c) openbare ruimte : gedeelte van de gebouwen die worden beheerd door de openbare instanties omwille van hun feitelijke hoofdbestemming of hun hoofdbestemming van rechtswege als verkeersweg, onderworpen aan de regeling voor het openbaar domein van het wegennet;
- d) technisch airco-toestel : ieder toestel, instrument, apparaat of geassembleerd geheel van stukken die samengevoegd zijn om bij te dragen tot de werking van om het even welk aircosysteem;
- e) verouderd uithangbord : ieder vlak dat bestemd is om dienst te doen als draagstructuur voor inscripties of patronen, zonder dat er enig verband is met de huidige activiteiten die ondergebracht zijn in het gebouw waarop dit aangebracht wordt;
- f) pyloon en mast : alle materiaal of ieder voorwerp waarmee iedere modus voor transmissie, communicatie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden met om het even welk middel kan worden ondersteund, afgesteld of aangezet ;
- g) belastingschuldige : houder van het eigendomsrecht, erfpachtrecht, opstalrecht, bezitter (of uitbater) van het voorwerp dat de grondslag van de belasting bepaalt (pyloon, camera, verouderd reclamebord, enz.).

Artikel 3

1. Een jaarlijkse belasting op de eigendom of uitbating van een pyloon of een mast die dienst doet als draagstructuur voor antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en ieder ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen, die zichtbaar zijn op de gevel of op de dakhelling vooraan, zoals omschreven in artikel 1 van dit reglement;
 2. Een jaarlijkse belasting op de technische buiteninstallaties voor airconditioning op de voorgevel van een gebouw;
 3. Een jaarlijkse belasting op de verouderde uithangborden die op de voorgevel van een gebouw aangebracht zijn;
- Vallen niet onder de toepassing van het onderhavig belastingsreglement : de alarmkasten, paraboolantennes, voedingskasten en -kabels die door de Politiezone Brussel West of de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangebracht zijn, de zonnepanelen die conform de van kracht zijnde stedenbouwkundige reglementering geplaatst zijn, en de antennes van de erkende veiligheidsdiensten, van de diensten van het openbaar vervoer en de radiotransmissie voor de taxidiensten.

Artikel 4

Het belastingtarief wordt vastgesteld op:

- a) 1.000,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor 1 enkele activiteit zoals bedoeld in artikel 1, h) hiervoor en waarvoor een milieuvergunning vereist is;
- b) 500,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor 1 enkele activiteit zoals bedoeld in artikel 1, h) hiervoor en waarvoor geen milieuvergunning vereist is;
- c) 3.000,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor verschillende activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, h) hiervoor en waarvoor een milieuvergunning vereist is;
- d) 1.000,00 EUR per pyloon of mast die dienst doet als draagstructuur voor verschillende activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, h) hiervoor en waarvoor geen milieuvergunning vereist is;
- e) 150,00 EUR per technische buiteninstallatie voor airconditioning, met een plafond van 500,00 EUR;
- f) 150,00 EUR per verouderd uithangbord, met een plafond van 500,00 EUR.

Artikel 5

De belasting op de eigendom van een pyloon of een mast die dienst doet als draagstructuur voor antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en om het even welk ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen is hoofdelijk verschuldigd door de uitbater van deze gebouwen, en door de eigenaar van het onroerend goed waarop deze goederen aangebracht worden. De belasting op het eigendom van de technische toestellen voor airconditioning, op de verouderde uithangborden is hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar van het gebouw waarop deze toestellen worden geplaatst, en door de uitbater van deze toestellen.

Artikel 6

De toestand waarmee rekening wordt gehouden bij het bepalen wie de belasting verschuldigd is, is de toestand op 1 januari van het betrokken dienstjaar.

Bij versnippering van het eigendomsrecht ingevolge een transfer tussen levenden of wegens overlijden, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de vruchtgebruiker en de naakte eigenaar(s).

De belasting is verschuldigd voor het volledig jaar, ongeacht de datum waarop het gebouw zoals bedoeld in artikel 1 van dit reglement in de loop van het dienstjaar weggehaald is.

Artikel 7

Het Gemeentebestuur zendt aan de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze laatste, volledig ingevuld en ondertekend, dient terug te sturen vóór de vervaldatum die op het genoemd formulier vermeld is.

De belastingplichtige die geen formulier heeft ontvangen, dient ten laatste op 30 juni van het betrokken dienstjaar om dit formulier te verzoeken. Indien de belastingplichtige dit formulier niet heeft ontvangen, dient hij bij het Gemeentebestuur alle elementen aan te geven die vereist zijn voor de belastingheffing, dit uiterlijk op 31 augustus van het belastingjaar.

Artikel 8

Niet-aangifte binnen de vastgestelde termijnen, of een niet-correcte, onvolledige, of onnauwkeurige aangifte leidt tot het ambtshalve ten kohier brengen van de belasting op basis van de elementen waarover de Gemeente beschikt.

De ten kohier gebrachte belastingen worden met 150,00 EUR vermeerderd. Het bedrag van deze vermeerdering wordt eveneens ten kohier gebracht.

Is er sprake geweest van fraude of poging tot fraude, of bij opzet van belastingontduiking wordt bovendien een verhoging met 20% toegepast en ten kohier gebracht.

Artikel 9

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 10

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van een bezwaar moet de eiser niet rechtvaardigen waarom de belasting moet worden betaald, dit onverminderd het recht voor de gemeentelijke Ontvanger om alle conservatoire maatregelen te nemen die hij nuttig acht, met het oog op behoud van de rechten van de Gemeente. Het bezwaar, alsook een eventuele toevlucht tot het gerecht, tegen het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen is niet opschortend ten aanzien van de lopende intresten.

Artikel 12

Bij ontstentenis van betaling van de belasting binnen de termijn is een interest op het vastgesteld tarief voor directe belastingen verschuldigd, terwijl deze interest wordt berekend per kalendermaand. Deze berekening gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldag.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het belastingsreglement betreffende enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden, ingevoerd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2013 voor de dienstjaren 2014 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

VANWEGE DE RAAD :

(get.) De Secretaris van de Raad,
Jacques De Winne

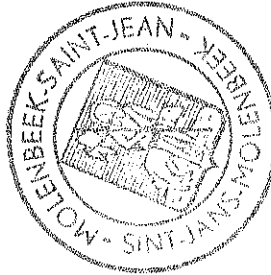
(get.) De Voorzitter van de Raad,
Michel Eylenbosch

VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT :
Sint-Jans-Molenbeek, 03 december 2014,

OP LAST :

~~Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Directeur,~~

Carine Van Campenhoet



Voor de Burgemeester,
De afgevaardigde Schepen,

Abdelkarim Haouari